



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la légalité  
Bureau des procédures environnementales  
et de l'utilité publique**

**Arrêté préfectoral complémentaire DL-BPEUP n° 2024 - 052 du 02 DEC. 2024**  
modifiant l'arrêté d'enregistrement de la SAS BIOENERGIES 123 exploitant une unité de méthanisation  
au lieu-dit "Bois de la Baleine" sur la commune d'AZAT-LE-RIS  
au titre des installations classées pour la protection de l'environnement

**Le Préfet de la Haute-Vienne**

**Vu** le code l'environnement et notamment son livre V (parties législative et réglementaire) ;

**Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 août 2010, modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'enregistrement n° 2021-004 du 21 janvier 2021 autorisant, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, la SAS BIOENERGIES 123 à exploiter une unité de méthanisation sise au lieu-dit « Bois de la Baleine » sur la commune d'AZAT-LE-RIS ;

**Vu** le courrier de la SAS BIOENERGIES 123 reçu le 29 juillet 2024 portant à la connaissance du préfet les modifications qu'elle souhaite apporter à son unité de méthanisation ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 29 octobre 2024 ;

**Considérant** que toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation ;

**Considérant** que des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées ;

**Considérant** qu'il n'y a pas lieu de solliciter l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies dans le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté a été transmis au pétitionnaire le 8 novembre 2024 conformément à la loi ;

Considérant l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans le courrier précité ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Vienne ;

### Arrête

Article premier : la SAS BIOENERGIES 123, dont le siège social est situé « 8 rue des Maisons neuves 87300 BELLAC », autorisée à exploiter une unité de méthanisation sur le territoire de la commune d'AZAT-LE-RIS au lieu-dit « Bois de la Baleine », est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 : la lagune déportée pour le stockage des digestats de méthanisation se situe au sud-est de la commune d'AZAT-LE-RIS, sur les parcelles cadastrales 253 et 255 section D. Elle est localisée à plus de 300 mètres des tiers et à 80 mètres d'un ruisseau.

Elle est clôturée et construite en double géomembrane étanche équipée d'un regard de contrôle d'étanchéité. L'intégrité de la double géomembrane doit être vérifiée a minima tous les 5 ans.

Article 3 : la lagune déportée sera agitée uniquement en période d'épandage à l'aide d'une hélice raccordée à la prise de force du tracteur.

La capacité totale disponible pour les digestats liquides permet une autonomie de stockage de plus de 4 mois avec les autres ouvrages de l'unité de méthanisation (digesteurs et post-digesteurs).

Article 4 : les dispositions de cet arrêté préfectoral sont accordées sous réserve des droits des tiers. Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations précédemment édictées.

Article 5 : faute par l'exploitant de se conformer aux textes réglementaires en vigueur et aux prescriptions précédemment édictées, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.

Article 6 : conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-24 du code de l'environnement :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'AZAT-LE-RIS et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'AZAT-LE-RIS pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Vienne pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 7 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges (qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) »). Conformément à l'article R. 311-6 du code de justice administrative, le délai de recours contentieux est de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté et n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours administratif.

**Article 8 :** le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Vienne, la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, inspection des installations classées, et le maire d'AZAT-LE-RIS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant.

Limoges, le **02 DEC. 2024**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Laurent MONBRUN

